



Communiqué

Pour diffusion immédiate

Négociations des conventions collectives du secteur public

Les député·e·s de la CAQ dans la Capitale-Nationale refusent de rencontrer les porte-paroles du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

Québec, le 4 décembre 2020 — Des membres de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) ont manifesté devant le bureau de Geneviève Guilbault, ministre de la Sécurité publique, responsable de la région de la Capitale-Nationale et députée de Louis-Hébert, sous le thème « Dans la Capitale-Nationale, la santé et les services sociaux, la CAQ s'en lave les mains! ». Il s'agissait de dénoncer le refus de la députation caquiste de la Capitale-Nationale de rencontrer leurs porte-paroles, qui souhaitaient les entretenir des enjeux des négociations en cours dans le secteur public.

« Le gouvernement Legault dit vouloir rendre les PDG du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) responsables de la gestion de la 2^e vague de la COVID-19. Par contre, ce message ne semble pas avoir été reçu par sa députation car nous essayons des refus lorsque nous demandons à rencontrer les élu·e·s caquistes de notre région pour leur faire part des problèmes vécus dans le réseau. Les ministres Geneviève Guilbault, Éric Caire et Jonathan Julien n'ont pas jugé important d'entendre ce que les représentant·e·s du personnel professionnel et technique ont à dire sur l'état des troupes dans le réseau. On nous a plutôt dirigé·e·s vers le ministère. Le message est clair : dans la Capitale-Nationale, la santé et les services sociaux, la CAQ s'en lave les mains! », dénonce Steve St-Onge, représentant national de l'APTS dans la Capitale-Nationale.

Selon l'APTS, alors que le RSSS craque de toutes parts, que les salarié·e·s croulent sous la surcharge de travail à en tomber malades et que l'on a de plus en plus recours au secteur privé pour pallier l'incurie des dernières années, ce refus catégorique des député·e·s caquistes de rencontrer l'APTS a de quoi inquiéter la population de la Capitale-Nationale.

« Nous sommes ici aujourd'hui pour rappeler à nos député·e·s leur devoir envers la population de leur circonscription. Comment ces élu·e·s vont pouvoir faire état de la surcharge de travail que le personnel professionnel et technique doit constamment supporter, et de l'épuisement qui en découle, auprès de la présidente du Conseil du trésor et responsable des négociations dans le secteur public, Sonia Lebel, ou du conseil des ministres? En refusant de nous rencontrer, Mme Guilbault et ses collègues ont failli à leur devoir », poursuit Emmanuel Breton, troisième vice-président de l'APTS et responsable de la négociation nationale.

En l'absence d'écoute de la part de leurs député·e·s caquistes, les membres de l'APTS continueront de se mobiliser au cours des prochaines semaines afin de se faire entendre jusqu'aux tables de négociation : « Travailler à se rendre malade, c'est terminé! La présidente du Conseil du trésor doit entendre notre cri du cœur et mettre en place les mesures nécessaires pour attirer et retenir la main-d'œuvre dans le RSSS. C'est notre capacité d'offrir des services à la population qui en dépend », concluent les porte-parole syndicaux.

À propos de l'APTS

L'[Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux](#) (APTS) regroupe et représente quelque 56 000 membres qui jouent un rôle indispensable au bon fonctionnement des établissements du réseau, dont près de 2 400 dans la Capitale-Nationale. Nos gens offrent une multitude de services en matière de diagnostic, de réadaptation, de nutrition, d'intervention psychosociale et de soutien clinique et de prévention, autant de services qui s'adressent à l'ensemble de la population.

– 30 –

Pour renseignements :

Steve St-Onge
Représentant national de l'APTS pour la Capitale-Nationale
Cell. : 581-307-5558